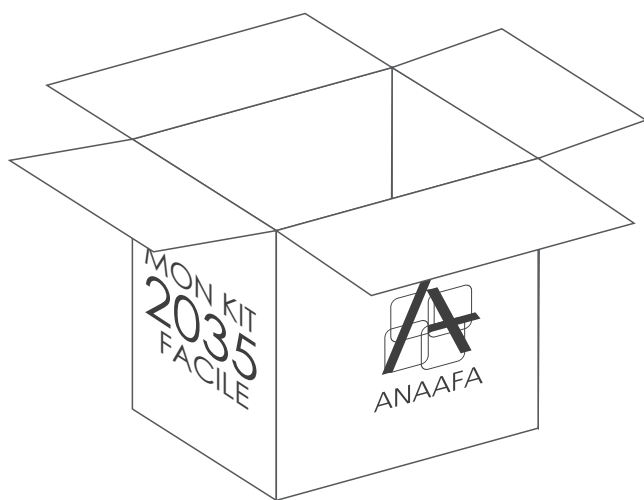


Maitre

LE MENSUEL DE L'AVOCAT



 x 15

 x 15

 x 1

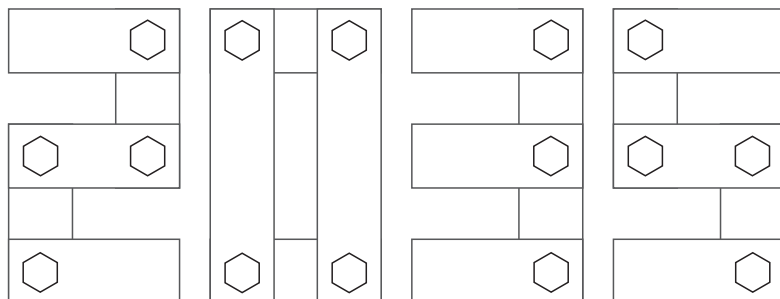
 x 8

 x 7

 x 1

 x 1

« 2035 PRÊT-À-MONTER » – LA NOTICE



**INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT
SUR WWW.ANAAFATECH.FR**



ANAAFA TECH.FR

LE 1^{er} WORKSHOP DES TECHNOLOGIES NOUVELLES DU CABINET D'AVOCATS

24 JUIN 2011
PARIS

■ **RENCONTREZ TOUS LES ACTEURS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

Google Apps / Revevol - CANON - NUANCE France (Dragon naturally speaking) - LexisNexis - Wolters Kluwers France - KONICA - NAVISTA - CIC - I.R.I.S (IRIScan) - Pyramiq (Dlex)

■ **ÉQUIPEZ VOTRE CABINET DES DERNIÈRES INNOVATIONS & SOLUTIONS INFORMATIQUES**

■ **TRAVERSEZ LA RÉVOLUTION DU TOUT NUMÉRIQUE EN GARDANT LA MAÎTRISE DE VOTRE ENTREPRISE**

Partenaire Officiel de



Google Apps



revevol

Run your business
on the Cloud with Google

S'INSCRIRE C'EST REFUSER LA FRACTURE DIGITALE www.anaafatech.fr – contact@anaafatech.fr

Jeune avocat : **80 € HT** (95,68 € TTC)

Avocat adhérent ANAAFA : **120 € HT** (143,52 € TTC)

Avocat non adhérent : **160 € HT** (191,36 € TTC)

COORDINATION

Valentine Becker – Directeur Communication

COMMERCIALISATION

Stéphane Bey – Directeur Commercial

RÉGIE PUBLICITAIRE

LEXposia – www.lexposia.com

SOMMAIRE

	BROCHURE	JOURNAL
PRÉAMBULE	p.4	
IMPRIMÉ 2035 - PAGE 1		p.15
PARAGRAPHE 4 « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DE L'ENTREPRISE »	p.6	
RENOI DU TABLEAU RELATIF AU MONTANT DES CRÉDITS D'IMPÔT EN BAS DE LA DÉCLARATION 2035 B	p.7	
IMPRIMÉ 2035 - PAGE 2		p.16
L'AMORTISSEMENT LINÉAIRE	p.7	
L'AMORTISSEMENT PAR COMPOSANT	p.8	
L'AMORTISSEMENT DÉGRESSIF	p.9	
IMPRIMÉ 2035 - PAGE 3		p.17
DÉTERMINATION DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES	p.13	
ÉTALEMENT DES PLUS-VALUES	p.14	
RÉPARTITION DES RÉSULTATS ENTRE LES ASSOCIÉS	p.18	
ANNEXE A		p.18
LES RECETTES	p.19	
LES DÉPENSES	p.20	
ANNEXE B		p.19
LES OPÉRATIONS À CARACTÈRE EXCEPTIONNEL	p.23	
ANNEXE E		p.20
LA VALEUR AJOUTÉE DE L'ENTREPRISE	p.25	
ANNEXE F	p.26	p.21

PRÉAMBULE

Pour mémoire, en ce qui concerne les arrondis fiscaux, la base imposable et le montant de l'impôt sont tous deux arrondis à l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale ou supérieure à 0,50 est comptée pour 1.

Dans la mesure où vous êtes un contribuable imposé dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, vous pouvez choisir entre deux régimes différents si le montant de vos recettes est inférieur à 32 100 euros :

- le régime déclaratif spécial appelé aussi régime micro-BNC ou
- le régime de la déclaration contrôlée.

LE RÉGIME MICRO-BNC ET SES IMPLICATIONS

D'une manière générale, **le régime micro-BNC concerne de plein droit les contribuables - et notamment, les avocats - qui perçoivent des revenus non commerciaux non soumis à la TVA, dont les recettes nettes annuelles hors taxes n'excèdent pas 32 100 euros (seuil applicable pour 2010)** ; étant entendu qu'il convient, dans l'hypothèse d'un début ou d'une cessation d'activité, de réajuster ce plafond au prorata du temps d'activité réalisé au cours de l'année civile.

Les obligations déclaratives, dans ce régime, sont simplifiées dans la mesure où il suffit :

- de **reporter le chiffre des recettes encaissées** au cours de l'année écoulée ainsi que les **plus-values et moins-values éventuellement réalisées** sur la déclaration

d'ensemble des revenus (imprimé modèle 2042 C) ;

- de **tenir un livre journal des recettes.**

Dans le cadre de ce régime simplifié, les charges professionnelles sont déduites forfaitairement : afin de déterminer le bénéfice non commercial du contribuable, l'Administration des impôts applique de manière automatique un **abattement forfaitaire pour frais professionnels sur le montant des recettes** qu'il déclare. Cet abattement est de **34 % pour les revenus de 2010** (article 102 ter du CGI).

L'avantage incontestable d'un tel régime réside en sa simplicité ; si vous êtes de ceux à qui il est ouvert et si vous choisissez de retenir cette option, vous n'aurez pas à produire de déclaration de revenus professionnels (déclaration de revenus professionnels n° 2035).

L'inconvénient indéniable, en revanche, tient à l'absence de déduction des dépenses réellement supportées par votre cabinet et, dès lors, à l'impossibilité de constater et d'imputer le déficit réalisé si votre activité est déficitaire.

LE RÉGIME DE LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE

Vous devez, si vous êtes soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, souscrire chaque année une déclaration n° 2035 dès que le montant de vos recettes est **supérieur à 32 100 euros** (pour les deux premières années de dépassement voir Maître n° 185 p.20 et Maître n° 188 p.8) ou encore, si vous avez opté pour le régime de la déclaration contrôlée.

L'OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE DÉCLARATION 2035

Dans la mesure où vous avez déposé une déclaration n° 2035 pour l'imposition des revenus perçus en 2009, l'Administration fiscale vous adressera automatiquement, par envoi postal, au lieu d'exercice de votre profession, deux exemplaires de l'imprimé n° 2035 « préidentifié » et de ses annexes 2035 A et 2035 B.

Dans l'hypothèse où vous n'auriez pas reçu ces imprimés en temps utile ou si vous souscrivez une déclaration n° 2035 pour la première fois, il vous appartient de vous les procurer auprès d'un Centre des impôts.

Vous pouvez aussi et beaucoup plus facilement, télécharger directement votre imprimé déclaratif en vous rendant sur le site de l'Administration intitulé, impots.gouv.fr, puis en cliquant sur le bouton orange « professionnels » et, une fois la fenêtre ouverte en cliquant, dans la colonne de gauche, sur l'onglet « rechercher un formulaire ». Suivez ensuite les instructions au fur et à mesure et tapez, dans les cases appropriées :

- pour année : « 2011 »,
- pour Numéro d'imprimé : « 2035 »,
- pour impôt : « Bénéfices Non Commerciaux » et enfin,
- pour Numéro CERFA : « 11176 » * « 12 ».

Cliquez ensuite sur « > rechercher », puis dans la nouvelle fenêtre qui s'ouvre alors, sur le « Ok » attendant à l'onglet : « 2035 PDF non remplissable ». L'imprimé à remplir apparaîtra à l'écran. Il ne vous restera plus qu'à l'imprimer et le renseigner.

Le procédé est identique pour les déclarations annexes à la 2035 (2035 A, 2035 B...).

DÉLAI

CETTE ANNÉE LA DATE OFFICIELLE POUR LE DÉPÔT DE VOTRE DÉCLARATION 2035 POUR L'ANNÉE 2010 EST FIXÉE AU 3 MAI 2011. SI VOTRE DÉCLARATION EST TRANSMISE PAR TDFC CE DÉLAI EST REPORTÉ DE 15 JOURS.

EN CE QUI CONCERNE LES DÉLAIS ET LES MODALITÉS D'ENVOI DE VOS DOCUMENTS À L'ANAAFA, IL CONVIENT DE CONSULTER LE N° 206 DE MAÎTRE (FÉVRIER/MARS 2011 P.5) OU NOTRE SITE WWW.ANAafa.FR, ONGLET « DÉPÔT 2035 ».

Les deux déclarations :

- la déclaration de revenus professionnels (n° 2035), d'une part, et
- la déclaration d'ensemble des revenus (n° 2042) sur laquelle vous aurez reporté le montant de votre résultat fiscal, d'autre part, doivent parvenir respectivement :
- au Centre des impôts dont dépend votre cabinet et
- à celui dont relève votre domicile.

SI VOUS EXERCEZ AU SEIN D'UN GROUPEMENT

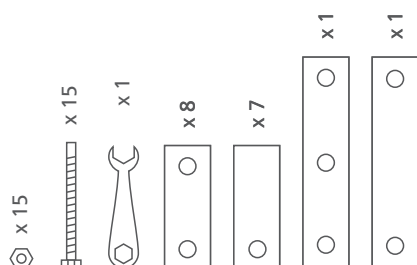
Dans la mesure où vous exercez votre activité dans le cadre d'un groupement - que ce soit au sein :

- d'une Société Civile Professionnelle,
- d'une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée Unipersonnelle,

■ d'une SEL ayant opté pour le régime des sociétés de personnes (article 239 bis AB du CGI)

dont les résultats sont soumis à l'impôt sur le revenu entre les mains des associés, vous n'avez à remplir qu'une seule déclaration 2035 pour l'ensemble du cabinet, ainsi que le cadre III de la page 3 du formulaire mauve.

L'hypothèse des associations d'avocats (ou des sociétés en participation) peut être plus complexe : nous vous invitons à consulter le dossier de Maître sur ce sujet (n° 202, juin/juillet 2010 p.14 et suivantes).



2035 MODE D'EMPLOI

Vous trouverez, ci-après, explications et commentaires des fac-similés des pages 1, 2 et 3 DE L'IMPRIMÉ 2035 (en pages 15, 16 et 17 du journal), ainsi que LES ANNEXES A, B, E ET F (en pages 18, 19, 20 et 21 du journal) que vous devez renseigner.

PAGE 1

Reportez-vous à la page 15 du journal.

Nouveautés

PARAGRAPHE 4 « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DE L'ENTREPRISE »

CE PARAGRAPHE COMPORTE 3 CASES :

- la première doit être cochée si votre cabinet ne comprend qu'un seul établissement. Dans ce cas, vous n'aurez pas à souscrire la déclaration 1330 CVAE. Cette précision est utile pour simplifier les formalités déclaratives de la CVAE ;
- la seconde est un report de la déclaration 2035 E qui permet de déterminer la valeur ajoutée de l'entreprise ;
- la dernière est relative au chiffre d'affaires de référence. Ce chiffre d'affaires (éventuellement proratisé en fonction de la durée de l'exercice) comprend :
 - le montant hors taxes des honoraires ou recettes encaissés au nom des avocats, diminué des rétrocessions (ligne AD de la déclaration 2035 A) ;
 - les gains divers, telles que les recettes provenant d'opérations commerciales réalisées à titre accessoire et les aides et subventions de toute nature perçues (ligne AF de la déclaration 2035 A).

RENOI DU TABLEAU RELATIF AU MONTANT DES CRÉDITS D'IMPÔT EN BAS DE LA DÉCLARATION 2035 B

Le crédit d'impôt le plus courant est le « crédit d'impôt formation ». Ce dispositif fiscal concerne un grand nombre d'avocats. Il s'agit, en effet, d'un crédit d'impôt qui est fonction du nombre d'heures passées par le chef d'entreprise en formation (article 244 quater M du CGI).

Le crédit d'impôt se calcule en multipliant le nombre d'heures de formation (limité à 40 par cabinet) par le taux horaire du SMIC au 31 décembre 2010 (8,86 €).

Le montant de ce crédit d'impôt est déterminé sur la déclaration spéciale n° 2079-FCE-SD qui doit être jointe à la déclaration de résultat. Ce montant doit être reporté sur la déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 C. En ce qui concerne le crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale : voir, Maître n° 192, février 2009 p.16.

PAGE 2

Reportez-vous à la **page 16** du journal.

- 1** Les renseignements portés ici doivent être les mêmes que ceux figurant en page 1 de l'imprimé.
- 2** Remplissez ce cadre si vous exercez par ailleurs une activité salariée.
- 3** Cette partie vous intéresse si vous employez du personnel salarié. Dans ce cas, la déclaration DADS 1 que vous avez dû établir et déposer avant le 31 janvier vous donne toutes les indications nécessaires. Il vous suffit de vous y reporter.

ATTENTION

SI VOUS ÊTES MEMBRE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE DE MOYENS, D'UN CABINET GROUPÉ OU D'UN GROUPEMENT DE MOYENS, VOUS DEVEZ INDIQUER QUELLE EST VOTRE QUOTE-PART DES SALARIÉS EMPLOYÉS PAR LE CABINET ET LES SALAIRES CORRESPONDANTS.

4 Vous devez absolument remplir ce tableau de manière complète et détaillée. La colonne « montant de la TVA déduite » doit être renseignée sauf si vous bénéficiez de la franchise en base de TVA et dans la mesure où vous n'avez pas opté pour l'assujettissement à la TVA.

5 Le mode d'amortissement des biens doit être indiqué selon qu'il est linéaire ou dégressif.

N'oubliez pas que certains éléments, tels le matériel informatique, les photocopieurs ou télécopieurs peuvent faire l'objet d'un amortissement dégressif.

RAPPEL

POUR FAIRE L'OBJET D'UN AMORTISSEMENT DÉGRESSIF, LES BIENS DOIVENT AVOIR ÉTÉ ACQUIS NEUFS ET BÉNÉFICIER D'UNE DURÉE NORMALE D'UTILISATION AU MOINS ÉGALE À TROIS ANS.

POUR LES BIENS ACQUIS AU COURS DE L'ANNÉE 2010, VOUS NE DEVEZ PAS OUBLIER DE RÉDUIRE LES DOTATIONS CORRESPONDANTES PRORATA TEMPORIS.

L'AMORTISSEMENT LINÉAIRE

Il se caractérise par la détermination d'annuités constantes qui viennent en déduction du résultat imposable de chaque exercice.

EXEMPLE

SI L'ON PREND UN MATÉRIEL DE BUREAU ACQUIS POUR LA SOMME DE 2 000 € HORS TAXES, AMORTISSABLE SUR 5 ANS - DONC AU TAUX DE 20 % - LE MONTANT DE CHAQUE DOTATION SERA ÉGAL À :

$$2\,000 \times 20\% = 400\,€$$

LA PREMIÈRE ANNUITÉ DOIT ÊTRE RÉDUITE AU PRORATA DU TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DE MISE EN SERVICE DU BIEN ET LA CLÔTURE DE L'EXERCICE, ET LE CALCUL DOIT S'EFFECTUER EN JOURS D'UTILISATION EFFECTIVE.

EN REPRENANT L'EXEMPLE CI-DESSUS ET EN CONSIDÉRANT QUE LE MATÉRIEL A ÉTÉ ACQUIS LE 1^{ER} AVRIL 2010 :

MONTANT DE LA DOTATION CORRESPONDANT À UNE ANNUITÉ ENTIÈRE :

$$2\,000 \times 20\% = 400\,€$$

MONTANT DE LA DOTATION AU TITRE DE L'ANNÉE 2010 : $(400 \times 270) / 360 = 300\,€$

PRÉCISIONS :

270 CORRESPOND AU NOMBRE DE JOURS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE (SOIT 9 MOIS).

360 CORRESPOND AU NOMBRE DE JOURS FISCAUX RETENUS PAR L'ADMINISTRATION DANS SES BASES DE CALCUL ; ÉTANT ENTENDU QU'EN COMPTABILITÉ, CHAQUE MOIS COMPTE 30 JOURS ET UNE ANNÉE CIVILE COMPTE 360 JOURS.

L'AMORTISSEMENT PAR COMPOSANT

Les normes comptables connaissent ces dernières années de très profondes modifications. Le plan comptable général a notamment été modifié par deux règlements portant sur les actifs :

- le règlement n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations ;

- le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs.

Ces réformes visent à donner une image comptable plus fidèle de la réalité économique de l'entreprise.

Ces normes ont été prises en compte sur le plan fiscal par l'article 15 bis de l'annexe II du CGI (décret n° 2005-1442 du 14 novembre 2005), l'article 38 quinquies de l'annexe III du même Code (décret n° 2005-1702 du 28 novembre 2005) et l'instruction administrative 4 A-13-05 du 30 décembre 2005.

Ces dispositions sont applicables aux bénéfices non commerciaux et affectent, notamment, les règles d'inscription des biens au registre des immobilisations.

Sur un plan pratique, l'impact essentiel de ces nouvelles normes concerne les immeubles inscrits au registre des immobilisations.

Il convient, désormais, de **scinder la valeur de la structure et des composants** - un composant étant un élément substantiel de l'immobilisation devant faire l'objet d'un remplacement au cours de la durée réelle d'utilisation de celle-ci -.

Le tableau, **ci-contre ►**, réalisé à partir d'exemples tirés d'instructions fiscales, vous donne des indicateurs pour la réalisation de cette opération de « décomposition » de l'immeuble. Ces indicateurs n'ont, bien entendu, pas de portée obligatoire. Il vous appartient, avec l'aide d'un professionnel (architecte, notaire, syndic...), de déterminer les données propres à votre local professionnel.

REMARQUE

IL N'EST PAS INUTILE DE RAPPELER ICI QUE LA VALEUR DU TERRAIN N'EST PAS AMORTISSABLE. IL EN RÉSULTE QUE, SUR UN PRIX D'ACQUISITION GLOBAL, UNE VENTILATION DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE FAITE ENTRE LA VALEUR DU TERRAIN ET LA VALEUR DE LA CONSTRUCTION MÊME SI ELLE S'AVÈRE DIFFICILE, NOTAMMENT DANS LE CAS DE LA COPROPRIÉTÉ (CE 18 JANVIER 1989 N° 56752 ET DOCUMENTATION ADMINISTRATIVE 4 D 122 N° 24, 26 NOVEMBRE 1996).

Lorsque les composants seront remplacés, ils continueront à suivre leur propre plan d'amortissement. Sur ce point, l'Administration, dans l'instruction administrative précitée, donne des indications sur les durées d'amortissement des composants :

COMPOSANTS	DURÉE AMORTISSEMENT Modulation de la durée de + ou - 20 %
Structure	50 ans
Toiture	25 ans
Menuiseries extérieures (portes, fenêtres)	25 ans
Chauffage collectif	25 ans
Chauffage individuel	15 ans
Étanchéité	15 ans
Ravalement	15 ans
Électricité	25 ans
Plomberie/sanitaire	25 ans
Ascenseurs	15 ans

Les durées d'amortissement indiquées ci-dessus ne sont pas obligatoires. Elles peuvent être adaptées par l'entreprise si celle-ci justifie d'une durée d'utilisation des éléments différente.

L'AMORTISSEMENT DÉGRESSIF

Pour certaines immobilisations, les entreprises peuvent pratiquer un amortissement dégressif qui permet un accroissement du montant des déductions fiscales pratiquées au cours des premières années. Ce système d'amortissement dégressif est codifié à l'article 39 A du Code général des impôts.

Les biens pouvant faire l'objet d'un amortissement dégressif sont énumérés à l'article 39 A précité et à l'article 22 de l'annexe II du Code général des impôts. Il s'agit des biens d'équipement neufs et dont la durée normale d'utilisation est supérieure ou égale à 3 ans (les locaux servant à l'exercice de l'activité sont exclus). Pour les professions libérales et en particulier les avocats, il convient de citer, au titre des immobilisations éligibles à l'amortissement dégressif, les équipements informatiques.

Le calcul de l'amortissement dégressif résulte du produit du taux d'amortissement linéaire correspondant à la durée normale d'utilisation par un coefficient variable selon cette durée.

Le taux ainsi fixé est appliqué dès le premier jour du mois de l'acquisition ou de la construction du bien, puis chaque année à sa valeur résiduelle. Dès lors que la dotation devient inférieure à celle résultant d'un amortissement linéaire, la valeur nette comptable de l'immobilisation est amortie linéairement sur les exercices restants

Pour les biens acquis depuis le 1^{er} janvier 2010, les coefficients sont :

- de 1,25 pour les biens dont la durée

normale d'utilisation est de 3 ou 4 ans ;

- de 1,75 lorsque la durée est 5 ou 6 ans ;
- de 2,25 lorsque la durée excède 6 ans.

6 On doit également reporter dans cette case sa quote-part d'amortissement relevant de la SCM.

7 La présentation des totaux est répartie sur trois lignes :

- « **Total du tableau** » ;
- « **Report du total de la dernière annexe** » si, compte tenu du nombre de biens immobilisés, il vous a été nécessaire d'établir une annexe ;
- « **Total général** ».

Il convient donc que vous distinguez le total, par colonne, des amortissements de l'année et ceux qui correspondent au total de la dernière annexe.

Enfin, vous inscrirez dans la case réservée à cet effet, le total général correspondant aux dotations de l'année.

8 En ce qui concerne la dotation aux amortissements des véhicules, il convient de prendre en compte le choix que vous avez fait concernant l'option pour le forfait kilométrique ou la déduction des frais réels.

Dans l'hypothèse où vous avez opté **pour le forfait kilométrique** et si votre véhicule a été affecté à l'actif professionnel - et fait, par conséquent, l'objet d'un amortissement - la dotation aux amortissements (laquelle ne peut être déduite, car couverte par le forfait) doit être reportée à **LA LIGNE B du tableau des immobilisations et amortissements**. Elle vient ainsi réduire le montant total des dotations.

RAPPEL

VOUS DEVEZ EN OUTRE, SI VOUS DISEPOSEZ D'UN VÉHICULE INSCRIT À VOTRE ACTIF PROFESSIONNEL, PORTER SUR CE TABLEAU LE PRIX TOTAL D'ACQUISITION ET CALCULER SON AMORTISSEMENT SELON LES NORMES USUELLES.

Dans l'hypothèse de la **déduction des frais réels** du véhicule professionnel, la fraction de l'amortissement correspondant à l'utilisation privée doit être portée à la rubrique « **divers à réintégrer** » - **LIGNE 36 ANNEXE B**. Il en va de même de la fraction non fiscalement déductible de l'amortissement.

Sur ce point, il faut préciser que **la fraction de l'amortissement déductible fiscalement demeure fixée à 18 300 € TTC pour l'année 2010**.

Toutefois, pour les véhicules qui émettent plus de 200 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre, acquis depuis le 1^{er} janvier 2006 et dont la date de première mise en circulation est intervenue après le 1^{er} juin 2004, la fraction de l'amortissement déductible n'est que de 9 900 € (article 39 4 du CGI, instruction administrative 4 C-6-06 du 20 septembre 2006).

La limitation de l'amortissement s'applique aussi bien à l'amortissement classique (mode linéaire) qu'à l'amortissement exceptionnel de certains véhicules sur 12 mois (article 39 AC du CGI).

La limitation du montant amortissable du prix de revient des voitures prend la forme d'une réintégration dans le résultat fiscal

d'une fraction des dotations annuelles aux amortissements afférentes à ces véhicules, calculée en appliquant à la dotation pratiquée pour chaque véhicule le rapport existant entre la fraction du prix d'acquisition, toutes taxes comprises, qui dépasse 9 900 € et ce même prix d'acquisition.

EXEMPLE

VÉHICULE AMORTI SUR UN MODE LINÉAIRE. SOIT LE CABINET A (BNC) QUI ACQUIERT LE 1^{er} MARS 2010 DEUX VÉHICULES NEUFS :

CARACTÉRISTIQUES DU VÉHICULE 1 : PRIX 26 000 € (TTC), TAUX D'ÉMISSION DE CO² = 150 g/km ;

CARACTÉRISTIQUES DU VÉHICULE 2 : PRIX 35 000 € (TTC), TAUX D'ÉMISSION DE CO² = 210 g/km.

LES VÉHICULES SONT **AMORTIS SUR UNE DURÉE DE 4 ANS** À COMPTER DE LEUR ACQUISITION, SELON LE MODE LINÉAIRE. IL EST PRÉCISÉ QUE L'AMORTISSEMENT EST CALCULÉ SUR LA BASE TTC, DANS LA MESURE OÙ LA TVA GREVANT LES VÉHICULES DE TRANSPORT DES PERSONNES N'EST PAS DÉDUCTIBLE (ART. 206 IV 2 6° DE L'ANNEXE II AU CGI).

LIMITATIONS APPLICABLES À L'AMORTISSEMENT DU PRIX DE REVIENT DE CES DEUX VÉHICULES : COMPTE TENU DU TAUX D'ÉMISSION DE CO², **LE VÉHICULE 1 EST SOUMIS À LA LIMITE DE 18 300 €, ALORS QUE LE VÉHICULE 2 EST SOUMIS À LA LIMITE DE 9 900 €.**

PLAN D'AMORTISSEMENT DU VÉHICULE 1

AMORTISSEMENT COMPTABLE (en euros)					
Prix d'acquisition 26 000 €	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation annuelle	5 417 ⁽¹⁾	6 500 ⁽²⁾	6 500	6 500	1083 ⁽³⁾
Amortissement cumulé	5 417	11 917	18 417	24 917	26 000
VNC ⁽⁴⁾	20 583	14 083	7583	1 083	0

(1) soit $(26\,000/4) \times 10/12^\circ$.
 (2) soit 26 000/4.
 (3) soit $(26\,000/4) \times 2/12^\circ$.
 (4) Valeur Nette Comptable.

suite de l'exemple page 12

PLAN D'AMORTISSEMENT DU VÉHICULE 1

(suite)

AMORTISSEMENT FISCALEMENT ADMIS EN DÉDUCTION (en euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation annuelle	5 417 ⁽¹⁾	6 500 ⁽²⁾	6 500	6 500	1083 ⁽³⁾
Amortissement cumulé	5 417	11 917	18 417	24 917	26 000
Limite fiscale (art. 39-4)	3 813 ⁽⁴⁾	4 575 ⁽⁴⁾	4 575 ⁽⁴⁾	4 575 ⁽⁴⁾	762 ⁽⁴⁾
Réintégration fiscale	1604	1 925	1 925	1 925	321

(1) soit $(26\,000/4) \times 10/12^\circ$.

(2) soit 26 000/4.

(3) soit $(26\,000/4) \times 2/12^\circ$.

(4) soit le montant de la dotation annuelle affecté du rapport 18 300/26 000.

PLAN D'AMORTISSEMENT DU VÉHICULE 2

AMORTISSEMENT COMPTABLE (en euros)

Prix d'acquisition 35 000 €	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation annuelle	7 292 ⁽¹⁾	8 750 ⁽²⁾	8 750	8 750	1 458 ⁽³⁾
Amortissement cumulé	7 292	16 042	24 792	33 542	35 000
VNC ⁽⁴⁾	27 708	18 958	10 208	1 458	0

AMORTISSEMENT FISCALEMENT ADMIS EN DÉDUCTION (en euros)

Limite fiscale (art. 39-4)	2 063 ⁽⁵⁾	2 475 ⁽⁵⁾	2 475 ⁽⁵⁾	2 475 ⁽⁵⁾	412 ⁽⁵⁾
Réintégration fiscale	5 229	6 275	6 275	6 275	1 046

(1) soit $(35\,000/4) \times 10/12^\circ$.

(2) soit 35 000/4.

(3) soit $(35\,000/4) \times 2/12^\circ$.

(4) Valeur Nette Comptable.

(5) soit le montant de la dotation annuelle affecté du rapport 9 900/35 000.

PAGE 3

PLUS-VALUES & MOINS-VALUES

Reportez-vous à la **page 17** du journal.

1 Détermination des plus-values et moins-values : réalisation du patrimoine.

Vous êtes concerné par ce tableau dans le cas où vous avez procédé à la réalisation d'éléments de votre patrimoine en cours d'année, c'est-à-dire lorsque :

- vous avez cédé un élément de votre actif professionnel pendant l'exercice 2010 ;
- vous avez décidé de réintégrer un élément de votre actif professionnel dans votre patrimoine privé ;
- vous avez effectué un apport en société.

ATTENTION

SI VOUS PRENEZ LA DÉCISION D'INSCRIRE AU REGISTRE DES IMMOBILISATIONS ET D'AMORTIR UN ÉLÉMENT QUI NE SERAIT PAS, PAR SA NATURE MÊME, CONSIDÉRÉ COMME AFFECTÉ À L'USAGE PROFESSIONNEL, CELA RISQUE D'ENTRAÎNER LA CONSTATATION D'UNE PLUS-VALUE PROFESSIONNELLE SUR LAQUELLE VOUS SEREZ IMPOSÉ LORSQUE L'UN DES TROIS ÉVÈNEMENTS ÉNONCÉS PRÉCÉDEMMENT VIENDRA À SE PRODUIRE.

REMARQUES

LES PLUS-VALUES RÉSULTANT D'UN APPORT À UNE SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE OU À UNE ASSOCIATION PEUVENT BÉNÉFICIER D'UN RÉGIME SPÉCIAL D'IMPOSITION (ART.151 OCTIES DU CGI).
LA PLUS-VALUE DE CESSION D'UN VÉHICULE

EST CALCULÉE EN TENANT COMPTE DU PRIX RÉEL D'ACQUISITION ET DES AMORTISSEMENTS QUI AURAIENT DÛ ÊTRE PRATIQUÉS SUR CETTE VALEUR. ELLE NE FAIT L'OBJET D'AUCUNE RÉDUCTION POUR TENIR COMPTE DU PLAFOND FISCAL DE LA DÉDUCTIBILITÉ DE L'AMORTISSEMENT. EN REVANCHE, LE MONTANT DE LA PLUS-VALUE DE CESSION IMPOSABLE EST RÉDUIT DU PRORATA DE L'USAGE PRIVÉ DU VÉHICULE.

UNE PLUS-VALUE EST RÉPUTÉE À COURT TERME LORSQU'ELLE RÉSULTE :

- de la réalisation d'éléments du patrimoine professionnel, quelle que soit la nature du bien - qu'il soit ou non amortissable - détenus depuis moins de deux ans ;
- de la réalisation d'éléments amortissables détenus depuis plus de deux ans à hauteur des amortissements pratiqués, l'excédent de la plus-value étant alors réputé à long terme.

UNE MOINS-VALUE EST RÉPUTÉE À COURT TERME LORSQU'ELLE RÉSULTE :

- de la réalisation d'éléments non amortissables détenus depuis moins de deux ans,
- de la réalisation d'éléments amortissables quelle que soit leur durée de détention.

UNE PLUS-VALUE EST RÉPUTÉE À LONG TERME LORSQU'ELLE PROVIENT :

- de la réalisation d'éléments non amortissables, détenus depuis plus de deux ans,
- de la réalisation d'éléments amortissables détenus depuis plus de deux ans pour la

fraction excédant le montant cumulé des amortissements.

UNE MOINS-VALUE EST RÉPUTÉE À LONG TERME LORSQU'ELLE PROVIENT :

■ de la réalisation d'éléments non amortissables détenus depuis plus de deux ans.

REMARQUES

LES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES À COURT TERME RÉALISÉES AU TITRE D'UNE MÊME ANNÉE FONT L'OBJET D'UNE COMPENSATION AFIN DE DÉTERMINER UNE PLUS-VALUE NETTE À COURT TERME OU UNE MOINS-VALUE NETTE À COURT TERME.

LE PRINCIPE EST LE MÊME POUR LES PLUS-VALUES ET LES MOINS-VALUES À LONG TERME.

Vous devez reporter :

- la plus-value nette à court terme à la [LIGNE CB](#),
- la moins-value nette à court terme à la [LIGNE CK](#),

de [L'ANNEXE 2035 B \(p.19 du journal et p. 23 de cette brochure\)](#) de votre déclaration fiscale professionnelle.

2 Étalement des plus-values

N'oubliez pas que les plus-values nettes à court terme réalisées en cours d'activité peuvent bénéficier d'un **étalement sur trois ans**.

Dans ce cas, il conviendra que vous portiez les 2/3 de cette plus-value sur la ligne « vous

optez pour l'étalement de la plus-value à court terme : montant pour lequel l'imposition est différée » ([DÉCLARATION N° 2035 P. 3 CADRE II](#)).

Sur l'[ANNEXE B DE LA DÉCLARATION](#), portez directement :

- sur la [LIGNE 35](#) « **Plus-value à court terme** » le montant total de la plus-value et
- à la [LIGNE 33](#) « **Divers à déduire** », deux tiers de la plus-value.

ATTENTION

AU COURS DES DEUX EXERCICES SUIVANTS, VOUS PORTEREZ UN TIERS DE LA PLUS-VALUE SOUS LA RUBRIQUE « DIVERS À RÉINTÉGRER ». N'OUBLIEZ PAS NON PLUS QUE, DANS L'HYPOTHÈSE D'UNE CESSATION D'ACTIVITÉ, LA PLUS-VALUE DEVIENT ALORS IMMÉDIATEMENT IMPOSABLE.

Les plus-values nettes à long terme sont imposées au taux forfaitaire de 16 %, imposition à laquelle il convient d'ajouter les prélèvements sociaux suivants :

- le prélèvement social de 2,2 %, depuis le 1^{er} janvier 2010,
- la Contribution Sociale Généralisée (CSG) de 8,2 % depuis le 1^{er} janvier 2004,
- la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS) de 0,5 %, ainsi que
- la contribution additionnelle de 0,3 % au prélèvement social,
- la contribution additionnelle de 1,1 % au prélèvement social (article 3 de la Loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008),

soit un taux global de 28,3 %.

ATTENTION

VOUS DEVEZ REPORTER LE MONTANT DE LA PLUS-VALUE À LONG TERME SUR VOTRE **DÉCLARATION 2042** DANS LA CASE RÉSERVÉE À CET EFFET AU TITRE DES REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS.

ÉT VOUS NE DEVEZ SURTOUT PAS OUBLIER DE REPORTER CE MONTANT DANS LE CADRE F « REVENUS À IMPOSER AUX CONTRIBUTIONS SOCIALES ».

Renseignez la case réservée à cet effet dans le CADRE II de cette PAGE 3 et reportez ce même montant en PAGE 1 DE LA DÉCLARATION, CADRE 2 PLUS-VALUES.

Le montant des exonérations des plus-values nettes à long terme imposables au taux de 16% doit être indiqué PAGE 1 dans la case réservée à cet effet (colonne de droite) ; son montant devant par ailleurs être porté en PAGE 3 DE LA DÉCLARATION 2035, TABLEAU II.

Les plus-values à **long terme** exonérées doivent être portées dans l'une ou l'autre case réservées à cet effet en fonction de l'origine de l'exonération (art. 151 septies, art. 151 septies A, art. 151 septies B ou art. 238 quindecies du CGI).

Les plus-values à **court terme** exonérées (art. 151 septies, art. 151 septies A ou art. 238 quindecies du CGI) doivent également être portées en PAGE 3 DE LA DÉCLARATION, TABLEAU II, toujours dans l'une ou l'autre case réservées à cet effet en fonction de l'origine de l'exonération.

Formule de déclaration fiscale 2042 (Revenus non commerciaux et assimilés). Le formulaire est divisé en plusieurs sections : 1. Informations générales (Nom, adresse, date de naissance, etc.), 2. Renseignements relatifs à l'année 2010 (Situation au 1er janvier 2010, Situation au 31 décembre 2010), 3. Renseignements relatifs à l'année 2011 (Situation au 1er janvier 2011, Situation au 31 décembre 2011), 4. Calcul des plus-values (Plus-values à court terme, Plus-values à long terme), 5. Répartition des résultats entre les associés.

Tableau II de la déclaration fiscale 2035 (Repartition des résultats entre les associés). Le tableau est divisé en deux parties : 1. Répartition des résultats entre les associés (Tableau à 4 colonnes : Nom, Adresse, Part, Répartition), 2. Répartition des résultats entre les associés (Tableau à 4 colonnes : Nom, Adresse, Part, Répartition).

EXONÉRATION DES PLUS-VALUES

DISPOSITIFS	ARTICLE 151 Septies (nouvelle version)	ARTICLE 238 Quinécies	ARTICLES 151 Septies A	ARTICLE 151 Septies B
ÉCONOMIE GÉNÉRALE	Exonération des plus-values professionnelles des plus petites entreprises.	Exonération des plus-values professionnelles en cas de transmission d'une entreprise individuelle dont la valeur est inférieure à 500 K €..	Exonération des plus-values professionnelles en cas de cession à titre onéreux d'une entreprise individuelle réalisée dans le cadre d'un départ à la retraite.	Abattement pour durée de détention sur les plus-values immobilières à long terme réalisées sur les immeubles d'exploitation.
ENTREPRISES RELEVANT DE L'IR :				
PERSONNE PHYSIQUE ASSOCIÉE D'UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES	OUI.	OUI.	OUI.	OUI.
AVOCAT INDIVIDUEL	OUI.	OUI.	OUI.	OUI.
SOCIÉTÉ DE PERSONNE	OUI.	OUI.	OUI, si dissolution concomitante de la structure.	OUI.
ENTREPRISES SOUMISES À L'IS	NON.	OUI, si l'entreprise répond à la définition communautaire de la PME.	NON.	NON.
NATURE DES OPÉRATIONS ÉLIGIBLES	Toute opération de cession dégageant une plus-value professionnelle (vente, apport...).	Transmission à titre onéreux ou gratuit d'une entreprise individuelle, d'une branche complète d'activité ou d'éléments assimilés (définis comme l'intégralité des parts professionnelles au sens de l'article 151 nonies).	Le cédant doit cesser toute fonction dans l'entreprise cédée ou dans la société ou le groupement dont les droits ou les parts sont cédés et faire valoir ses droits à la retraite (entrée en jouissance des droits à la retraite) soit dans les deux ans suivant la cession, soit dans les deux ans précédant celle-ci (en ce qui concerne les adaptations transitoires liées à la modification de l'âge de la retraite voir Maître n° 205 p.18)	Toute opération dégageant une plus-value professionnelle immobilière.
ACTIFS ÉLIGIBLES				
ACTIFS NON IMMOBILIERS	Tout élément de l'actif immobilisé, y compris les parts de sociétés.	Entreprise individuelle, branche complète d'activité ou éléments assimilés à une branche complète (l'intégralité des droits dans une société de personnes dans laquelle l'associé exerce son activité professionnelle).	Entreprise individuelle ou intégralité des droits dans une société de personnes dans laquelle l'associé exerce son activité professionnelle.	Sans objet.

EXONÉRATION DES PLUS-VALUES

DISPOSITIFS	ARTICLE 151 Septies (nouvelle version)	ARTICLE 238 Quindecies	ARTICLES 151 Septies A	ARTICLE 151 Septies B
ACTIFS ÉLIGIBLES IMMEUBLES ET ASSIMILÉS	OUI, sauf terrains à bâtir.	NON, sauf cas particulier des « sociétés professionnelles » à prépondérance immobilière (dans la mesure où cette prépondérance résulte de la détention d'immeubles d'exploitation).	NON, sauf cas particulier des « sociétés professionnelles » à prépondérance immobilière (dans la mesure où cette prépondérance résulte de la détention d'immeubles d'exploitation).	Immeubles d'exploitation (détenus en direct ou indirectement) à l'exclusion des terrains à bâtir.
CONDITION D'EXERCICE PRÉALABLE DE L'ACTIVITÉ	5 ans d'exercice préalable de l'activité.	5 ans d'exercice préalable de l'activité.	5 ans d'exercice préalable de l'activité.	5 ans d'affectation à l'exploitation pour ouvrir droit à un abattement.
SEUILS D'EXONÉRATION	Seuils annuels de recettes HT (90K€ pour l'exonération totale ; 126K € pour l'exonération dégressive).	Valeur de la branche complète d'activité ou assimilée inférieure à 300K € pour l'exonération totale et comprise entre 300K et 500K € pour l'exonération dégressive.	L'entreprise ne doit pas excéder les seuils définissant la PME communautaire.	Aucun seuil.
RÉGIME D'EXONÉRATION	Exonération des plus-values à court et à long terme : • totale en dessous des premiers seuils de recettes (90 K €) ; • dégressive au-delà (126 K €).	Exonération des plus-values à court et à long terme : • totale en-dessous du premier seuil (300 K €) ; • dégressive au-delà (300-500 K €).	Exonération totale des plus-values à court et à long terme. Exonération des plus-values en report (art. 151 octies, 151 octies A). <i>NB : absence d'exonération corrélative de CSG et de CRDS.</i>	Abattement pour durée de détention sur la plus-value à long terme : • 10 % par année de détention au-delà de la cinquième (exonération PVLt au bout de 15 ans).
CUMUL AVEC D'AUTRES RÉGIMES	NON, sauf 151 septies A et 151 septies B.	NON, sauf 151 septies A et 151 septies B.	OUI, sauf 93 quater 1 ter, 151 octies et 151 octies A.	OUI.

REMARQUE

Si vous aviez toutefois besoin d'un complément d'information concernant l'affectation des plus-values et des moins-values, la notice jointe à votre déclaration devrait pouvoir vous éclairer.

3 Répartition des résultats entre les associés.

Doivent être mentionnés pour chaque associé au **CADRE III DE LA PAGE 3** :

- les nom, prénoms et domicile des associés ;
- la part dans le résultat, en pourcentage ;
- le montant de la quote-part du résultat ;
- le total des charges professionnelles supportées personnellement par les associés - à la condition qu'elles n'aient pas été prises en compte au niveau du résultat de la société (ex. : URSSAF, CSG déductible, assurance maladie obligatoire, CNBF, taxe professionnelle, frais de transport du domicile au lieu de travail, et éventuellement, frais résultant de l'acquisition de parts sociales) ;
- le montant net, c'est-à-dire la différence entre la quote-part de résultat et les charges professionnelles supportées personnellement par les associés.

LES ANNEXES A, B, E et F

Reportez-vous aux **pages 18, 19, 20 et 21** du journal.

ANNEXE A p.18 du journal

Complétez le **CADRE 1** en indiquant :

- vos nom et prénoms ou dénomination ;
- la nature de votre activité ;
- le numéro SIRET de votre cabinet ;

- si vous exercez votre activité professionnelle dans le cadre d'une structure d'exercice, le nombre d'**associés du cabinet** ;
- si le résultat de votre cabinet est déterminé selon le mode « **recettes / dépenses** » ou « **créances / dettes** » ;
- si la comptabilité de votre cabinet est tenue « **Hors taxe** » ou « **Taxes incluses** » ; ou bien, si vous bénéficiez de la franchise en base de TVA, cochez la case « **Non assujetti à la TVA** » ;
- si tel est votre cas, cochez la case « **... adhérent d'une association agréée** » et précisez l'année d'adhésion ;
- reportez ensuite le nombre de salariés employés par le cabinet ;
- indiquez, le cas échéant, le montant des salaires que vous avez perçus ;
- inscrivez enfin, à la **LIGNE DA**, le montant total hors taxe des immobilisations du cabinet.

CADRE 2 - LES RECETTES

1 LIGNE 1 - AA

Indiquez le **montant total** de toutes les sommes que vous avez reçues en rémunération des **prestations** que vous avez fournies aux clients et des **remboursements** de frais professionnels (ex : frais de transport et déplacements, ...).

ATTENTION

EN CE QUI CONCERNE LA COMPTABILISATION DES RECETTES REÇUES PAR CHÈQUE, VOUS DEVEZ RETENIR LA DATE DE RÉCEPTION DU CHÈQUE ET NON CELLE DE LA REMISE EN BANQUE...

Vous devez y inscrire le **total des frais de procédure** engagés dans le cadre du traitement de vos dossiers.

ATTENTION

S'ILS GÉREZ LES DÉBOURS EN EXONÉRATION DE TVA, CEUX-CI DOIVENT ÊTRE COMPTABILISÉS EN COMPTES DE TIERS - DE MÊME QUE LES REMBOURSEMENTS REÇUS OU LES PROVISIONS DESTINÉES À Y FAIRE FACE - ILS N'APPARAISSENT DONC PAS À CETTE LIGNE. (ART. 267 II 2E DU CGI).

3 LIGNE 3 - AC

Vous devez y porter les **honoraires rétro-cédés** ; ceux-ci ayant par ailleurs dû faire l'objet d'une déclaration sur la **DAS 2** (déclaration à produire chaque année à la Direction des Services Fiscaux en même temps que la déclaration de résultat (article 87 3^{ème} alinéa du CGI) pour les honoraires ou rémunérations versés). Pour les déclarations comportant au moins 200 bénéficiaires, la transmission par un procédé informatique est obligatoire (art. 89 A du CGI).

REMARQUE

À DÉFAUT D'AVOIR ÉTÉ PORTÉES SUR LA DAS 2, CES SOMMES NE SONT PAS DÉDUCTIBLES. LES HONORAIRES RÉTROCÉDÉS DÉCLARÉS SUR LA DAS 2 S'ENTENDENT TOUTES TAXES COMPRIS. L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE 13 K-9-07 DU 24 OCTOBRE 2007 ÉNONCE QUE SEULES LES SOMMES SUPÉRIEURES À 600 € PAR AN POUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE DOIVENT ÊTRE PORTÉES SUR LA DÉCLARATION.

NOUVEAUTÉ

IL VOUS EST DÉSORMAIS DEMANDÉ D'INDIQUER, LE CAS ÉCHÉANT, LES « SUPPLÉMENTS RÉTROCÉDÉS ». IL S'AGIT DES SUPPLÉMENTS D'HONORAIRES VERSÉS À UN AVOCAT COLLABORATEUR DANS LA CADRE D'OPÉRATIONS DE PROSPECTION À L'ÉTRANGER (ARTICLE 93-OA DU CGI, MAÎTRE N° 192, FÉVRIER 2009 P.16 ET MAÎTRE N°197, OCTOBRE/NOVEMBRE 2009 P.12).

The left diagram shows a 2x2 grid of hexagons. The top row has one hexagon in the left cell and one in the right cell. The bottom row has one hexagon in the left cell and one in the right cell. The grid is partitioned into four 1x2 rectangles: one horizontal rectangle covering the top row, one horizontal rectangle covering the bottom row, one vertical rectangle covering the left column, and one vertical rectangle covering the right column.

The right diagram shows a 2x2 grid of hexagons. The top row has one hexagon in the left cell and one in the right cell. The bottom row has one hexagon in the left cell and one in the right cell. The grid is partitioned into four 2x1 rectangles: one vertical rectangle covering the left column, one vertical rectangle covering the right column, one horizontal rectangle covering the top row, and one horizontal rectangle covering the bottom row.

4 LIGNE 6 - AF

Il s'agit de porter ici, par exemple, les prix et récompenses qui ont pu vous être attribués dans le cadre de votre exercice professionnel, dans la mesure où ils sont imposables, bien sûr.

ATTENTION

ASSUREZ-VOUS DE LA CONCORDANCE ENTRE LES
RECETTES BRUTES DÉCLARÉES SUR VOTRE IMPRIMÉ
2035 À LA LIGNE AA ET LE MONTANT CUMULÉ
DE VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES PORTÉ SUR VOS
DÉCLARATIONS DE TVA CA3.

UNE DISCORDANCE CONSTATÉE À CE NIVEAU
PEUT RÉSULTER D'UNE ERREUR OU D'UNE
OMISSION, SOIT DANS VOTRE COMPTABILITÉ ELLE-
MÊME, SOIT DANS L'ÉTABLISSEMENT DE VOS
DÉCLARATIONS DE TVA.

CADRE 3 - LES DÉPENSES

Les dépenses, pour être déductibles, doivent être directement nécessitées par l'exercice de la profession.

Celles qui, bien que liées à l'exercice de votre activité professionnelle, obéissent surtout à des motifs de convenance personnelle, de même que celles qui seraient supportées dans les circonstances courantes de la vie par toute personne de même condition ne sont pas déductibles.

■ **Les dépenses doivent également présenter le caractère d'une charge déductible.**

Ce qui n'est pas le cas des amendes pénales (PV de stationnement, par ex.), des pénalités de recouvrement et d'assiette des impôts et taxes, des dépenses ayant le caractère de placement, des dépôts de garantie ou de cautionnement, des dépenses d'acquisition d'immobilisations, ces dernières pouvant être amorties selon leur caractère amortissable ou non...

■ **Les dépenses doivent être retenues pour leur montant réel, sauf dérogation.**

Et, pour vous, avocat, seule l'évaluation forfaitaire de vos frais de véhicule vous dispense de retenir le montant des dépenses correspondantes réellement exposées.

■ **Les dépenses doivent être justifiées.**

Enfin, les dépenses déductibles doivent être matériellement appuyées de pièces justificatives (autrement dit, de factures ou de notes dûment identifiées).

ATTENTION

LES SIMPLES TICKETS DE CAISSE, DE MÊME QUE LES TICKETS DE CARTES BANCAIRES NE CONSTITUENT EN AUCUN CAS, À EUX SEULS, DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

OBSERVATIONS SUR QUELQUES-UNES DES DÉPENSES PROFESSIONNELLES

5 LIGNE 11 - BD LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Cette rubrique ne doit être servie que dans la mesure où votre comptabilité est tenue toutes taxes comprises (TTC). Y sont enregistrés, dans ce cas, les versements de TVA effectués au Trésor, ainsi que le montant de la TVA ayant grevé les acquisitions d'immobilisations effectuées au cours de l'année.

6 LIGNE 12 - JY LA CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE TERRITORIALE

Il s'agit de la Contribution Économique Territoriale (CFE et CVAE) que vous avez payée au cours de l'année civile.

7 LIGNE 13 - BS LES AUTRES IMPÔTS

L'Administration fiscale considère que **la taxe d'habitation est un impôt personnel**, à ce titre, **non déductible** (doc adm 5 G 2311 n° 3, 15 septembre 2000 et doc adm 5 G-2352 n° 2, 15 septembre 2000).

Cette doctrine a été infirmée par le Conseil d'État dans l'hypothèse où la taxe d'habitation est afférente à un local à usage mixte (CE 6 novembre 1991 requête n° 68393, Clément, RJF 12/91 n° 1528). Pour la haute assemblée, est déductible des bases d'imposition la part de la taxe d'habitation acquittée par un contribuable correspondant à ses locaux professionnels, soit le pourcentage professionnel de l'immeuble à usage mixte.

Peuvent en revanche être portées au titre des charges et dépenses professionnelles :

- la taxe sur les salaires ;
- la taxe foncière, si le local est inscrit à votre actif professionnel et a fait l'objet d'un amortissement ;
- la Taxe sur les Véhicules de Sociétés (TVS).

8 LIGNE 14 - BV LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE DÉDUCTIBLE

Afin d'éviter un phénomène de double prise en compte dans l'assiette sociale, il convient de soustraire du poste « charges sociales personnelles », la Contribution Sociale Généralisée (CSG) et la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS), dans la mesure où cette opération n'a pas été déjà appliquée en comptabilité.

La CRDS perçue au taux de 0,5 % n'est pas déductible.

La CSG globale est de 7,5 %.

Le montant de CSG déductible sur le taux de 7,5 % s'établit à 5,1 points.

La fraction déductible à hauteur de ces 5,1 points doit être portée à cette rubrique.

9 LIGNE 15 - BF LOYER ET CHARGES LOCATIVES

Les dépôts et cautionnements ne peuvent être déduits.

Si le règlement de la taxe foncière par le locataire est prévu au contrat du bail, il s'agit alors d'un accessoire de loyer déductible à cette rubrique.

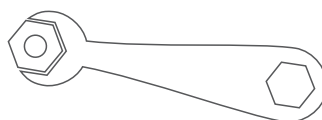
10 LIGNE 16 - BG LOCATION DE MATÉRIEL ET DE MOBILIER

Les versements effectués en exécution d'un contrat de location ou de crédit-bail concernant du matériel ou du mobilier à usage professionnel entrent précisément dans cette catégorie.

Pour ce qui est des véhicules, la part de loyer non déductible, ainsi que la fraction de loyer correspondant à l'usage privé, doivent être portées à la **LIGNE 36 DE L'ANNEXE 2035 B « divers à réintégrer »**.

11 LIGNE 17 ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

Les dépenses d'entretien et de réparation de biens utilisés à titre professionnel doivent être comptabilisées sous cette rubrique.



ATTENTION

NOUS VOUS RAPPELONS QUE LES DÉPENSES RÉALISÉES SUR LES IMMOBILISATIONS EXISTANTES DOIVENT ÊTRE IMMOBILISÉES SI ELLES ONT POUR OBJET DE PROLONGER LA DURÉE PROBABLE D'UTILISATION NON À LA DATE D'ACQUISITION OU DE CRÉATION DE L'IMMOBILISATION, MAIS À LA DATE À LAQUELLE INTERVIENT LA DÉPENSE EN CAUSE. IL EN VA DE MÊME EN CAS D'AUGMENTATION DE LA VALEUR DE L'IMMOBILISATION (BOI 4 A-13-05 DU 30 DÉCEMBRE 2005 N° 37).

12 LIGNE 19 PETIT OUTILLAGE

Il s'agit ici des frais d'acquisition de petit matériel, outillage et équipement de bureau d'une valeur unitaire hors taxe inférieure à 500 € que vous avez été amené à consentir au cours de l'année (BOI 4 A-13-05 du 30 décembre 2005 n° 5) - à l'exclusion des meubles « meublant » lors d'un renouvellement complet du mobilier pour une valeur supérieure à 500 € HT (doc adm 4 C 221, 30 octobre 1997, n° 4) -.

13 LIGNE 22 PRIMES D'ASSURANCES

Sont déductibles à cette rubrique :

- l'assurance des locaux professionnels ;
- l'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- l'assurance voiture, pour les montants effectivement payés au cours de l'année 2009, à la condition que votre véhicule soit inscrit à l'actif professionnel et que vous n'ayez pas opté pour la déduction forfaitaire de vos frais de véhicules par application du

barème kilométrique de l'Administration.

14 LIGNE 23 FRAIS DE VÉHICULES

La déduction de ces frais doit être portée sur la première ligne.

L'option pour la **déduction forfaitaire** des frais de véhicules en fonction du barème de l'Administration doit être matérialisée en cochant la **case réservée à cet effet**.

ATTENTION

LE FAIT DE COCHER CETTE CASE NE VOUS DISPENSE PAS DE COMPLÉTER LE CADRE 7 DE L'ANNEXE 2035 B.

LA DÉDUCTION FORFAITAIRE DES FRAIS DE VÉHICULES EST INCOMPATIBLE AVEC LA DÉDUCTION DES FRAIS RÉELS.

Pour le barème forfaitaire BNC applicable à l'exercice 2010, **reportez-vous à la page 10 de ce numéro.**

15 LIGNE 25 – BT – BU – BK CHARGES SOCIALES PERSONNELLES

Vous devez faire apparaître de manière distincte le montant de vos charges sociales obligatoires de celui de vos charges sociales facultatives.

Remplissez les **CASES BT**, puis **BU**, et enfin, portez le total des deux à la **LIGNE BK**.

COTISATIONS OBLIGATOIRES

Les cotisations qui suivent doivent être

portées en déduction à la [LIGNE BT](#) :

- assurance maladie obligatoire,
- allocations familiales,
- assurance vieillesse versée à la CNBF.

COTISATIONS FACULTATIVES

Doivent être portées en déduction à la [LIGNE BU](#), les cotisations versées à des régimes facultatifs mis en place par les organismes de sécurité sociale ou dans le cadre de contrats d'assurance groupe prévus par la Loi Madelin au titre :

- de l'assurance vieillesse,
- de la prévoyance complémentaire,
- de l'assurance perte d'emploi.

16 LIGNE 26 FRAIS DE RÉCEPTION, DE REPRÉSENTATION ET DE CONGRÈS

Vous ne pouvez déduire que les **seules dépenses que vous avez engagées pour des motifs d'ordre strictement professionnel**. Exemple : les frais de formation aux congrès professionnels, les frais afférents à votre participation à l'assemblée générale de l'ANAAFA, etc. En revanche, il vous est impossible de déduire des frais touchant à votre garde-robe (robe d'avocat exceptée).

17 LIGNE 28 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX

Ne figurent ici que les frais propres au cabinet. Les frais de procédure payés d'ordre et pour le compte des clients sont enregistrés au titre des débours à la [LIGNE AB DE L'ANNEXE A](#) de la 2035 (sauf dans le cas où ils sont gérés en exonération de TVA, auquel

cas ils sont enregistrés en compte de tiers).

18 LIGNE 31 - BN FRAIS FINANCIERS

Vous devez inscrire à cette rubrique les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de biens affectés à l'actif professionnel du cabinet. Les agios de découverts bancaires ne sont déductibles que dans la mesure où l'insuffisance de trésorerie professionnelle ne provient pas d'un excédent des prélèvements personnels par rapport au bénéfice et aux investissements réalisés.

ANNEXE B p.19 du journal

LES OPÉRATIONS À CARACTÈRE EXCEPTIONNEL

1 LIGNE 35 - CB PLUS-VALUE À COURT TERME

Vous devez inscrire ici le montant de la plus-value réalisée.

2 LIGNE 36 - CC DIVERS À RÉINTÉGRER

Vous devez notamment reporter, dans cette rubrique :

- les quotes-parts correspondant à l'usage privé (téléphone, véhicule, etc.) ;
- la fraction non déductible de l'annuité d'amortissement ou de loyers pour les

véhicules ;

- la fraction de la plus-value à court terme dont l'imposition a été antérieurement différée ;

- la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité et d'adhésion à une association agréée.

3 LIGNE 40 - CG FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Il s'agit par exemple des commissions, honoraires et droits de mutation que vous avez acquittés notamment pour la constitution d'une société.

4 LIGNE 42 - CK MOINS-VALUES À COURT ET LONG TERME

- Si la moins-value nette dégagée après compensation est à court terme, elle est imputable sur les bénéfices de l'exercice ou, en cas d'insuffisance, elle constitue un déficit d'exploitation.

- Dans le cas où il s'agit au contraire d'une moins-value à long terme, celle-ci n'est pas déductible en tant que telle, mais imputable sur les plus-values nettes à long terme réalisées au titre des dix exercices suivants.

- En cas de cession ou de cessation d'activité, une fraction de la moins-value nette à long terme subie au cours de l'année de la cession ou de la cessation d'activité, ou des dix années antérieures, est imputable sur les bénéfices de l'année de cession ou de cessation en fonction du rapport existant entre le taux d'imposition des plus-values à long terme et le taux normal de l'impôt sur

les sociétés, à savoir 16 % / 33,1/3*, soit une déduction de 48 % de la moins-value à long terme.

* $33,1/3 = 33,33$

5 LIGNE 43 - CL DIVERS À DÉDUIRE

En particulier dans cette rubrique :

■ Zones Franches Urbaines

On notera que le montant du bénéfice exonéré de l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions applicables aux cabinets installés dans les zones franches urbaines doit être reporté dans la [CASE CS](#).

■ Abondement sur l'épargne salariale

Vous devez renseigner la [CASE CT](#) du montant de l'abondement versé en votre faveur dans le cadre de l'épargne salariale.

RAPPEL

L'ABONDEMENT VERSÉ AU BÉNÉFICE DES SALARIÉS CONSTITUE UNE CHARGE DE PERSONNEL À INSCRIRE DANS LE COMPTE 617 800.

POUR MÉMOIRE, LE PLAFOND EST DE **2 769,60 € pour un PEE** ET IL EST DE **5 539,20 € pour un PERCO**.

CEPENDANT, DANS LE MONTANT DE L'ABONDEMENT, LA CSG ET LA CRDS SONT À LA FOIS CALCULÉES ET DUES.

ON NOTERA EN TOUT ÉTAT DE CAUSE QUE, NI LA CSG, NI LA CRDS NE SONT DÉDUCTIBLES.

SEUL LE MONTANT NET DE L'ABONDEMENT EST DÉDUCTIBLE.

FORT HEUREUSEMENT, LES ORGANISMES BANCAIRES OU LES ASSUREURS ONT PRIS L'HABITUDE D'ADRESSER DES TABLEAUX RÉCAPITULATIFS À CET EFFET. POUR VOUS FACILITER LA TÂCHE, NOUS VOUS RECOMMANDONS VIVEMENT DE VOUS LES FAIRE COMMUNIQUER...

NOUVEAUTÉ

PENSEZ À REMPLIR LE CADRE 8 DE LA DÉCLARATION 2035 B FIGURANT ANCIENNEMENT SUR LA PREMIÈRE PAGE DE LA DÉCLARATION 2035 POUR BÉNÉFICIER DE VOS CRÉDITS OU RÉDUCTIONS D'IMPÔT, CF. P.7 DE CETTE BROCHURE.

ANNEXE E

p.20 du journal

L'ANNEXE E, relative à la valeur ajoutée, revêt une importance particulière pour la détermination de la valeur ajoutée :

l'annexe doit être complétée lorsque le chiffre d'affaires (éventuellement proratisé) du cabinet au titre de l'exercice est supérieur à 152 500 € hors taxe.

1 LIGNE EF de la colonne B

Il s'agit du montant net des recettes provenant de l'exercice de la profession d'avocat. Il convient ici de reporter la [LIGNE 4 DE LA DÉCLARATION 2035 A](#).

2 LIGNES EG

Il s'agit des gains divers. Il convient ici de

reporter la [LIGNE AF DE LA 2035 A](#).

3 LIGNES EH

Il s'agit de la TVA déductible afférente aux dépenses. Cette ligne ne concerne que les personnes réalisant leur comptabilité TTC.

4 LIGNE EL

Il s'agit des services extérieurs. Ces services correspondent aux [LIGNES 17 À 22 DE LA DÉCLARATION 2035 A](#) à l'exception de la quote-part privée.

5 LIGNE EM

Il s'agit spécifiquement pour la CVAE, des loyers et redevances à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location gérance ou de crédit bail ou encore d'une convention de location de plus de six mois. Sous ces conditions, il convient de reprendre les [LIGNES 15 ET 16 DE LA DÉCLARATION 2035 A](#).

6 LIGNE EO

Il s'agit des frais de transport. Il convient de reporter ici les montants figurant en [LIGNES 23 ET 24 DE LA DÉCLARATION 2035 A](#). Les indemnités kilométriques sont exclues.

7 LIGNE EP

Il s'agit des frais divers de gestion. Il convient ici de reporter la [LIGNE BM DE LA DÉCLARATION 2035 A](#).

8 LIGNE EQ

Ces cases devront être remplies par les personnes qui tiennent leur comptabilité TTC.

9 LIGNE EU

Il s'agit de la même catégorie que celle vue ci-dessus. Toutefois, pour la ligne EU, la déduction à pratiquer est indépendante de la situation du locataire au regard de la CVAE.

10 LIGNE EV

Il s'agit ici d'inscrire les moins-values de cession d'élément d'immobilisation corporel et incorporel.

11 LE TOTAL EX

Il doit être reporté sur la **DÉCLARATION 2035 EN PREMIÈRE PAGE**. Par ailleurs pour les cabinets disposant de plusieurs établissements, ce montant doit également être complété dans un nouvel **imprimé 1330 CVAE**. Dans cet imprimé 1330 CVAE se trouvera également le détail des salariés en fonction des établissements du cabinet.

REMARQUE

LES LIGNES EJ - EK ET ER/ES

CES LIGNES N'ONT, EN PRINCIPE, PAS À ÊTRE REMPLIES POUR UN CABINET D'AVOCAT.

ANNEXE F

p.21 du journal

Cet imprimé vous intéresse si vous exercez dans le cadre d'une société de personnes (SCP notamment).

La partie haute du document sert à la présentation de votre société.

Dans le cadre des cabinets d'avocats, c'est en général le cadre II de l'imprimé qu'il conviendra de remplir. Il présente les associés et l'importance de leur participation dans la société.

REMARQUE

Annexe G

L'ANNEXE G SERA TRÈS RAREMENT COMPLÉTÉE PAR DES CABINETS D'AVOCATS UTILISANT LA DÉCLARATION 2035. IL S'AGIT, EN EFFET, D'UN IMPRIMÉ RELATIF AUX FILIALES.

LES PIÈCES À JOINDRE À VOTRE DÉCLARATION

■ Si vous exercez votre activité dans le cadre d'une société ou d'un groupement d'exercice relevant du régime des sociétés de personnes, vous devez impérativement joindre l'[ANNEXE 2035 F](#) à votre déclaration, laquelle détaille la composition du capital social de votre cabinet.

■ Il vous est par ailleurs conseillé de détailler, dans une note annexée à votre déclaration, les rubriques suivantes :

- Gains divers
- Pertes diverses
- Divers à réintégrer
- Divers à déduire

■ Dans l'hypothèse où le **tableau figurant** [PAGE 2 DE LA DÉCLARATION](#) ne vous permet pas de reporter la totalité des éléments constituant votre patrimoine professionnel, vous pouvez adresser un tableau annexe complétant le tableau initial des immobilisations et amortissements de la déclaration sur laquelle vous inscrirez alors la mention : « **voir état joint** ».

■ Si vous avez opté pour une comptabilité d'engagement « créances – dettes », vous devez joindre l'**état des créances acquises et des dépenses engagées** au 31 décembre de l'année qui précède celle au titre de laquelle vous avez exercé l'option. Pour les exercices postérieurs, un état actualisé est à produire jusqu'à extinction totale de ces créances et de ces dettes.

RAPPEL

L'OPTION POUR LE RÉGIME DES CRÉANCES ACQUISES ET DES DÉPENSES ENGAGÉES DOIT ÊTRE FORMULÉE AVANT LE 1^{ER} FÉVRIER DE L'ANNÉE AU TITRE DE LAQUELLE L'IMPÔT SUR LE REVENU EST ÉTABLI (OPTION À FORMULER AVANT LE 1^{ER} FÉVRIER 2011 POUR L'IMPOSITION ÉTABLIE EN 2012 À RAISON DES BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX RÉALISÉS EN 2011).

PAR AILLEURS, IL EST POSSIBLE DÉSORMAIS, POUR LES CONTRIBUABLES QUI DÉBUTENT LEUR ACTIVITÉ NON COMMERCIALE EN COURS D'ANNÉE, D'OPTER POUR LE RÉGIME DES CRÉANCES ACQUISES ET DES DÉPENSES ENGAGÉES LORS DU DÉPÔT DE LEUR DÉCLARATION.

■ L'attestation d'adhésion à l'ANAAFA si elle n'a pas été transmise à votre Centre des impôts par EDI-TDFC.

PRÉCISIONS

MENTION EXPRESSE (article 1727 II 2° du CGI)

Si, par exemple, vous déduisez certaines dépenses dont la déductibilité pourrait être contestée par l'Administration (déduction de frais de voiture importants, ventilation de frais mixtes, etc.), ou si vous décidez de ne pas mentionner certains éléments d'imposition, vous avez la possibilité d'en informer le service des impôts par une indication expresse par laquelle vous préciserez alors les motifs de droit ou de fait qui vous ont conduit à prendre cette décision.

Dans le cas où l'Administration serait ultérieurement amenée à effectuer des redressements, l'intérêt de retard prévu par l'article 1727 du CGI ne serait pas applicable.

ÉTAT DE SUIVI DES PLUS-VALUES BÉNÉFICIAIRE D'UN SURSIS D'IMPOSITION

Nous vous rappelons que l'option pour le report d'imposition des plus-values d'apport prévu par l'article 151 octies du CGI est subordonnée au respect d'obligations déclaratives.

1/ LES OBLIGATIONS DÉCLARATIVES PROFESSIONNELLES

■ Un document à produire : un état de suivi des plus-values (articles 54 septies et 151 octies II DU CGI)

Cette obligation concerne **les apports placés en sursis et en report d'imposition**. L'apporteur doit joindre à sa déclaration 2035 de l'année de réalisation, **dans les soixante jours de l'apport**, un état destiné à assurer :

- d'une part, le suivi des plus-values sur éléments non amortissables dont l'imposition est reportée et,
- d'autre part, le suivi des plus-values sur éléments amortissables - immeubles, voitures, mobiliers - pour lesquels l'imposition est étalée.

La société bénéficiaire de l'apport doit joindre ce même état, dans le même délai de soixante jours, chaque année elle aussi, avec ses déclarations de résultats tant que subsistent des éléments bénéficiant du sursis d'imposition au titre de cette opération.

■ Un document à tenir : le registre spécial (article 54 septies II du CGI)

Les plus-values réalisées sur les **immobilisations non amortissables** - la clientèle, notamment - doivent figurer sur un registre spécial. L'obligation de tenir ce registre concerne toutes les plus-values non encore imposées, quelle que soit la date de leur réalisation, même si celle-ci est antérieure à la date de l'entrée en vigueur de l'article 54 septies du CGI.

2/ LES OBLIGATIONS DÉCLARATIVES PRIVÉES

LES APPORTS PLACÉS EN SURSIS D'IMPOSITION

Ces obligations, résultant de l'article 25 de la Loi du 29 décembre 1994, concernent les apports placés en sursis d'imposition et réalisés à compter du 1^{er} janvier 1994. En application de ces dispositions et si vous vous trouvez dans cette situation, **vous devez joindre à votre déclaration d'impôt sur le revenu (n° 2042)**, au titre de l'année de réalisation de l'apport et des années suivantes, un état permettant le suivi des plus-values dont l'imposition est reportée.

LA RÉDUCTION D'IMPÔT POUR FRAIS DE TENUE DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION À UNE AGA (article 199 quater B du CGI)

Dans l'hypothèse où vos recettes annuelles (ramenées le cas échéant à 12 mois), sont inférieures à 32 100 euros, vous pouvez bénéficier de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité et d'adhésion à une association agréée. La réduction d'impôt sur le revenu est alors égale au montant des dépenses réellement exposées dans la limite de 915 €, et bien sûr, sous réserve qu'un impôt sur le revenu soit dû.

Ajoutons encore qu'un état détaillé des dépenses bénéficiant de la réduction d'impôt doit, s'il y a lieu, être joint.